

Le grand dossier

Logement - Déplacement École - Démocratie Ils ont répondu

Dans le cadre des élections régionales du 7 juin, la Ligue des familles a lancé à Bruxelles quatre rencontres, mieux ! quatre petits déjeuners avec le politique. Plutôt qu'un mémorandum reprenant une série de revendications, la Ligue a adressé une série de questions à chacun des candidats, pour envisager avec chaque famille politique les cinq années de législature régionale et communautaire à venir. Quatre familles politiques, quatre rencontres. Pas de débat entre partis donc, mais quatre occasions de dialoguer. Le Ligeur vous invite à partager, dans les pages qui suivent, les différents débats qui ont eu lieu. Pour vous y retrouver, nous publions ci-joint les questions, classées par thème, que nous avons posées aux candidats. Candidats que nous avons choisi de présenter selon l'ordre des numéros qui ont été attribués à leur parti pour cette campagne électorale. En fin de dossier, les points de vue des bénévoles, de la rédaction et du Directeur général de la Ligue. Bonne lecture... et n'hésitez pas à réagir à ces débats sur www.leligueur.be.

NOS QUESTIONS

Logement et mobilité

Comment développer un ensemble cohérent de politiques en matière de logement et de mobilité, qui s'adapte aux évolutions des itinéraires de parents ?

Quelles sont pour vous les articulations entre les politiques d'aménagement du territoire, de déplacements, et d'habitat ? Comment comptez-vous développer, sur ces matières-là, une politique à vingt-cinq ans ?

Comment faire pour que les mesures d'aides aux économies d'énergie bénéficient au moins autant aux locataires qu'aux

propriétaires ? Et profitent à ceux qui en ont le plus besoin (économiquement et culturellement) ?

Êtes-vous favorable à une régulation des loyers ? Si oui, comment ?

Avec quels moyens comptez-vous augmenter l'offre

de logement social ?

Comment limiter l'usage de la voiture ?

École

Face à la réalité de l'échec scolaire, comment faire pour que l'école se réapproprie sa mission de réussite scolaire pour tous ?

Comment lutter contre la privatisation et la marchandisation des cours de rattrapage scolaire ?

Comment revaloriser la fonction, le rôle et le statut des enseignants ?

Êtes-vous favorable à des mandats limités pour les directions d'école ?

Êtes-vous favorable à une durée de cinq ans pour la formation des enseignants ? Y compris pour les enseignants en maternelle ?

Que pensez-vous des rythmes scolaires ?

Votre avis sur les réseaux scolaires ?

Faut-il contraindre les écoles et les opérateurs de restauration à intégrer des critères de qualité pour les repas ?

Face au malaise général des acteurs de l'école (les parents, les enseignants, les jeunes), ne pensez-vous pas qu'il est temps pour une grande révolution du système ?

Démocratie

L'ensemble des matières sur lesquelles portent nos revendications relève de la Communauté française. Dans ce contexte, que pensez-vous de son financement ? Comment financer les politiques de l'enfance ?

Comment simplifier l'architecture institutionnelle ?

Est-ce parce que toutes les discussions s'ouvriraient sur cette matière ? Toujours est-il que le sujet du logement (et dans une moindre mesure celui de l'enseignement) a occupé une partie conséquente des débats. Le défi est, il est vrai, considérable.

Charles Picqué : Aussi, pour avoir une offre à la fois qualitative et quantitative sur Bruxelles, le Ministre-Président sortant de la Région, Charles Picqué, plaide pour une conception forte de

l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Ramenant l'idéologie au cœur de la cité, il soutient que la conception d'une ville est un choix de société. Et l'homme socialiste de rappeler ces précédents engagements : "Le Plan Régional de Développement (PRD) était caractérisé par l'introduction d'un espace de développement et de protection du logement. C'est un des aspects les plus importants du PRD. Si vous n'avez pas suffisamment de zones dédiées au logement, vous pouvez faire ce que vous voulez, il sera impossible de construire des habitations."

André du Bus : Comme le rappelait d'entrée de jeu le député bruxellois : "Le logement à Bruxelles, tout comme la mobilité, est confronté à la croissance démographique. Selon le Bureau du Plan, nous serons 1,2 million d'ici à 2020. Autre constat, 48% des ménages à Bruxelles sont des personnes seules."

Évelyne Huytebroeck : C'est un brûlot social, estime la candidate Ecolo, avançant des logements sociaux où il n'y aurait plus que des femmes seules avec enfants. Voilà pour le constat. Inquiétant.

Mixité sociale et espaces verts

Dans le jeu de funambule entre nature et bitume s'ajoute un autre équilibre, encore plus instable, entre logements sociaux et logements moyens.

Françoise Bertiaux (MR, elle accompagnait Didier Gosuin) refuse de réfléchir l'un sans l'autre : "Mon parti constate une diversité d'habitants et, selon les besoins, il faut une arborescence de réponses. Il n'y a pas le logement social et le reste. Une réponse doit être nécessairement donnée pour chaque citoyen."

Évelyne Huytebroeck : La construction de logement peut cependant rentrer en conflit avec la préservation d'espaces verts. "C'est un très gros problème à Bruxelles sur lequel je me fais souvent fustiger. On me réclame un moratoire sur tous les espaces verts à Bruxelles. Mais quand on installe du logement, on peut intégrer de la verdure. Et autant je suis d'accord qu'on préserve les espaces verts, autant il faut ramener les habitants en ville

à trouver.” La solution pour la candidate Ecolo ?
Verdurisation et densification.

La ministre, tout en se prévalant d'être une défenseuse de la mixité sociale, insiste aussi sur la nécessité de garder les jeunes ménages à Bruxelles. Comment ? Pourquoi pas une aide à la première installation, avance-t-elle. Pas de diabolisation de propriétaires véreux en tout cas.

Il y a propriétaire et propriétaire

Charles Picqué reconnaît l'acquisition d'une maison comme un outil de cohésion sociale : “Il faut une approche prudente des propriétaires. On les présente comme une masse homogène. Or, si certains ont des pratiques intolérables, d'autres amortissent le prix de leur logement et les troisièmes sont des pensionnés qui en font un complément de pension”. Il pointe par ailleurs le prix des maisons comme “vrai problème du départ des revenus moyens”.

Aussi, pour soutenir ces propriétaires, MR et CDH proposent plusieurs moyens, fiscaux et autres.

André du Bus souhaite un abattement des droits d'enregistrement sur la 2^e tranche des revenus, l'exonération du précompte immobilier pour les cinq premières années, et enfin l'exonération des droits de succession pour le conjoint survivant, une dernière mesure également mentionnée par Charles Picqué et Didier Gosuin.

L'élú du CDH poursuit en proposant un droit portable, à savoir le paiement une fois pour toute pour une famille des droits d'enregistrement. Elle pourra ensuite, comme c'est le cas en Flandre, changer d'habitation en fonction de ses mutations (arrivées et départs des enfants, rupture, etc.). Petit hic identifié par le public de bénévoles, le CDH propose la mesure sur une durée de cinq ans, ce qui par rapport à l'itinéraire d'une famille ne représente pas grand-chose.

Françoise Bertiaux : Elle souligne le rôle de la régie foncière communale qui peut remettre sur le marché des logements à prix moyens avec un loyer en dessous du prix. Elle avance par ailleurs une expérience pilote : le droit de superficie, à savoir la possibilité d'être propriétaire sur cinquante ans. La solution ne convient pas partout ni à tout le monde, reconnaît-elle, mais ce droit permet à tout le moins l'acquisition immobilière sur une génération. Le constat est partagé par **Didier Gosuin**. Le MR étend ce droit à l'existence de la famille, précisant qu'“en Flandre, le droit est enregistré une fois pour toutes et que les revenus des droits n'ont pas baissé parce que cela a encouragé la succession d'une acquisition immobilière”. La mesure ne serait viable qu'au sein d'une même région, permettant du même coup de garder les ménages sur le sol bruxellois.

Le MR envisage aussi de développer un incitant fiscal avec le précompte immobilier sur les maisons de familles, et non sur les maisons de rapport.

Et le logement social ?

Outil très commenté de cette législature, le Plan du Logement touche à ses cinq ans d'existence. Avec

de réels moyens mis à disposition.

Charles Picqué : Avec de réels moyens mis à disposition, le candidat socialiste évoque le financement notable sous cette législature pour ce Plan : un engagement budgétaire de 540 millions d'euros. Il concède une certaine lenteur, “mais il y a des freins à la mixité sociale et des tensions entre la Région et les communes”. Rappelant qu'il y a 26.000 demandes pour le logement social, le candidat socialiste précise que, dans le programme de son parti, l'objectif à Bruxelles est d'atteindre les 20% de logements publics à partir de 2020. Qui dit mieux ?

Didier Gosuin : En tant qu'ancien ministre du Logement, il ne fait pas de cadeau au Plan du Logement : “C'est une erreur d'avoir tenu un discours unidirectionnel avec, de plus, un insuccès sur ce plan. Il vise essentiellement à l'augmentation du parc de logements par acquisition au détriment du reste. Les rénovations ont ainsi été délaissées. Du coup, 643 logements sont vides actuellement. La balance entre ce qui a été créé et ce qui a été négligé est négative, nous en sommes à une perte de 400 logements en cinq ans !” Avec, pour conclusion, la nécessité de remettre au goût du jour la rénovation. Le bourgmestre d'Auderghem consent du bout des lèvres qu'un rythme de construction a peut être été trouvé. C'est d'ailleurs le pari de Picqué lorsqu'il parle de “garder un Plan du Logement pluriquinquennal sur plusieurs législatures”.

Évelyne Huytebroeck : Si, de toute évidence, l'argent n'a donc pas été le plus gros problème logement pendant la législature, la partenaire Ecolo tire un constat pour le moins mitigé du résultat : “La politique de logement vue à partir du gouvernement semblait ambitieuse, on sait ce qu'il en est devenu. Je pourrais détailler le pourquoi des échecs et des difficultés rencontrées, mais le logement est un défi qui n'est pas facile. Parce que la Région est soumise à de multiples tensions : la rareté des terrains, leur coût, l'absence d'adhésion des habitants autour des terrains pressentis”. Elle pointe aussi la méthode utilisée par Madame Dupuis (qui à l'inverse de son Plan ne sera jamais citée lors des quatre rencontres). “Il y a eu de nombreux conflits entre les communes et les habitants. Il faut se mettre à la place des voisins qui voient arriver deux cents logements avec une urbanisation forte. Un gros travail est à mener pour améliorer l'approche du quartier et des habitants. Des méthodes de participation doivent être trouvées. Il ne faut pas fantasmer sur les chiffres non plus. La question, essentielle, de la qualité de vie doit être intégrée”.

Les partenaires :

Fonds du logement et communes

Mais comment obtenir un parc immobilier plus social ? Plusieurs outils existent déjà.

Parmi eux, le Fonds du Logement a été identifié par les quatre partis comme un acteur incontournable de l'immobilier public.

Charles Picqué : Il estime le Fonds du Logement “victime de son succès” et constate que “la formule fonctionne. Il ne faut pas élargir ses missions, mais les consolider.”

André du Bus : “Le Fonds du logement répond actuellement à 800 demandes par an. Il faudra travailler certains critères. Reformuler les choses pour lui permettre d'avoir une capacité de répondre à 2.000 demandes”.

Didier Gosuin renchérit : “Depuis le début, nous sommes pour accroître l'acquisitif social. Près de 90% des personnes qui vont au Fonds pourraient bénéficier de logement social. Il faut peut-être trouver d'autres mécanismes de prêts mais, que ce soit clair, le Fonds n'a pas assez de moyens. C'est une de nos priorités”.

Evelyne Huytebroeck : Elle se dit “favorable à recevoir le financement du Fonds”, trouvant l'instrument insuffisamment utilisé.

Autres acteurs du logement dans la mire de nos personnages politiques (dont deux bourgmestres) : les communes. Elles sont jugées comme des partenaires essentiels dans la gestion des parcs immobiliers publics.

Charles Picqué : Concrètement, il pense que “les stratégies communales en termes de logements sociaux pourraient se développer autour du Plan Local de Développement. L'importance que ces plans apportent au logement devrait devenir un élément d'appréciation dans la dotation générale aux communes”, une sorte de récompenses aux communes attentives à ces questions. Et de jeter deux pierres dans le jardin communal : le constat de peu de régies foncières avec des logements sociaux et la création d'un permis régional sur des espaces stratégiques. “Dans le code d'Aménagement du territoire que nous avons fait voter en commission, nous introduisons pour la première fois dans l'histoire de Bruxelles l'idée du permis régional. Il permet à la Région, dans des zones leviers ou dans des périmètres d'intérêt régional, de décider directement de la délivrance d'un permis, en concertation avec la commune. On ne peut pas s'embarasser de trop de particularismes locaux”.

André du Bus défend la vision de ‘partage’ de logements sociaux sur les dix-neuf territoires communaux. Mais il évoque, pour y parvenir, une planification incitative plutôt que la contrainte : “Il faut associer les communes dans un programme pluriannuel, de façon à avoir un accord pour renforcer la responsabilité communale dans la planification de la construction avec un objectif de mixité.”

Didier Gosuin : Par rapport à d'éventuelles tensions entre communes et Région, il tranche : “Ne nous leurrions pas. Quand des logements sociaux ne passent pas, ce n'est pas un problème institutionnel, c'est un manque de courage politique d'affronter son électorat.”

Évelyne Huytebroeck insiste sur l'équilibre à trouver entre les entités locales, même si le hit-parade des pourcentages de logements sociaux dans les communes (avec Woluwé-Saint-Lambert en tête) pourrait surprendre.

Réguler les loyers ?

Faut-il, pour faciliter l'accès au logement locatif, réguler les loyers à Bruxelles ?

Charles Picqué : "On a proposé en 2007 d'avoir des loyers de référence, on voulait régionaliser les baux pour avoir une grille de référence par quartier avec concertation sociale. Cette grille serait un élément d'appréciation dans une concertation", explique le candidat socialiste, favorable par ailleurs à un Fonds régional de garantie locative. "La grille permettrait d'instaurer des mécanismes de blocage des hausses de loyers mais avec des critères précis : une mesure exceptionnelle et sur un temps court".

André du Bus : Le CDH utilise aussi l'outil fiscal, mais à la fois comme carotte et bâton. "Je suis favorable à un cadastre des loyers, explique André Dubus. En établissant la valeur financière d'un logement, on l'officialise par un étalon qui devient référence pour la discussion, le débat. C'est une piste de réflexion pour taxer les loyers au-dessus du prix moyen".

Didier Gosuin : Bloquer les loyers est hors de question pour le candidat MR : "Dans le contexte où la seule épargne crédible est l'immobilier, il faut encourager ces investissements. Mais nous travaillons à une grille des loyers qualité/services rendus. Nous pourrions diminuer le précompte aux propriétaires qui rentreraient dans ce cadre de référence. Mais on manque d'outils de connaissance du marché locatif. Aujourd'hui, sans cette connaissance, la régulation ne serait pas sérieuse et ce serait jouer avec le feu".

Isolation

Cependant, à moyen terme, il existe un poste budgétaire qui risque de concurrencer le loyer dans les ménages : les factures de gaz et électricité.

Charles Picqué distingue le contrôle de la facturation du locataire et l'aide aux isolations. Les prêts à zéro pourcent ont bien fonctionné constate le socialiste (un prêt dont les conditions d'accès devraient être élargies, estime André du Bus). Pour élargir la palette socio-économique du public touché par ces mesures, "il pourrait y avoir un système de primes qui dépendraient des revenus, dans l'esprit d'une justice redistributive. Les guichets locaux d'énergie devraient aussi réduire le déficit culturel qui entoure la démarche. Moi-même, je me suis familiarisé seulement récemment avec les panneaux photovoltaïques alors que je suis bercé dans ces matières en permanence. On pourrait envisager des architectes pro deo pour les premières démarches."

Quant à encourager les logements à la plus basse énergie possible, cela réclame un préalable : des entreprises capables de fournir ces services. Or, elles sont peu nombreuses, explique Charles Picqué. Constatant ce déficit, les centres de références professionnels (des centres de formation mis sur pied avec les partenaires sociaux), voulant correspondre aux besoins exprimés, ont intégré l'écoconstruction dans leurs formations.

André du Bus : Le CDH encourage l'isolation des logements par le principe du tiers investisseurs, un partenariat avec les entreprises se rémunérant via l'argent public et les économies de facturation. Mais si le député veut voir Bruxelles adopter des

réductions de gaz à effets de serre de 30%), il ne considère pas qu'il faille mettre plus la priorité sur les logements publics que privés. "Aujourd'hui, les communes sont déjà dans la mouvance d'économie d'énergie. Je les sens très présentes sur la question, notamment via les incitants du programme PLAGE" (ndlr : le Plan Local d'Action pour la Gestion de l'Énergie). André Dubus insiste aussi sur le développement des filières via les clusters, le renforcement de la formation des entreprises et de la formation continue des ingénieurs, des architectes qui découvrent sur le tas et sur le tard l'écologie.

Évelyne Huytebroeck : En tant que ministre sortante de l'Environnement et de l'Énergie à Bruxelles, elle connaît évidemment le sujet et juge le niveau de la qualité énergétique du bâtiment à Bruxelles "catastrophique" (elle en fait d'ailleurs sa priorité ultime, lire le paragraphe "Leurs priorités"), mais pointe aussi la pollution intérieure des logements sociaux qui pose problème. Des ambulances vertes avec des médecins interviennent en première ligne pour prévenir toute maladie. Évelyne Huytebroeck souligne l'existence d'exigences énergétiques dans le cahier des charges à la SLRB, "le résultat d'une bataille de trois ans" pour convaincre la société en question puis la ministre du logement.

Réquisition des logements vides ?

Après avoir pris en charge l'enveloppe (le logement), il faudra veiller à ne pas remplir trop l'habitation, mais également à placer quelqu'un dans les espaces vides. Ainsi, occuper les habitats délaissés semble une solution tentante pour résorber les problèmes de logement à Bruxelles. Faut-il réquisitionner ?

Charles Picqué, d'emblée, nuance. "La perquisition est un moyen ultime. Je crois aux droits de péremption où les pouvoirs publics sont les acheteurs prioritaires. Il existe une législation sur l'abandon, il est possible d'exproprier avec des fonds régionaux. Mais dès que la procédure est lancée, le propriétaire vend ou rénove et le budget n'est jamais utilisé".

André du Bus envisage plutôt des instruments et incitants aux habitations inoccupées. D'abord, un cadastre du logement vide réalisé par la Région et ensuite la rénovation par les propriétaires et la remise du logement sur le marché via les AIS (Agence Immobilière Sociale), "avec un précompte immobilier de 0%". Et la réquisition ? Non. D'abord s'inscrire dans un schéma incitant : jouer sur le cadastre, prendre contact avec les propriétaires. Même pas comme arme de dissuasion massive ? Non. Même sur le principe, c'est non. "On n'est pas en temps de guerre", ponctue l'élu CDH. "Aujourd'hui, on a voté une ordonnance qui est assez volontaire, qui vise à un cadastre, qui se traduira par une taxation. Donc qui incite sur base volontaire. Il faut d'abord évaluer les effets de cette politique avant des mesures plus radicales." Et quitte à occuper du vide, autant investir les bureaux. "Il y a, à Bruxelles, deux millions de mètres carrés de bureaux inoccupés, plus de 10% du parc de bureaux. Et une étude sur la réaffectation a indiqué que 3 500 bureaux sont

totallement reconvertis en logement, pour la simple raison qu'ils étaient pour la plupart d'anciens logements. Créons une cellule régionale qui puisse inciter le secteur privé à la reconversion. Je crois qu'aujourd'hui, on en est à... douze bureaux reconvertis en logement !"

Didier Gosuin : "Il faut taxer les logements inoccupés, insalubres. Ces taxes sont biodégradables. Une fois menacé, le propriétaire rénove". Les candidats MR pointent par ailleurs les espaces "perdus" dans le logement social à Bruxelles. "Il y a trop peu de logements sociaux et trop de logements vides trop longtemps. Certes il faut du temps pour les rénover, mais une meilleure organisation pour un meilleur roulement serait souhaitable", soutient la n°2 bruxelloise du MR, Françoise Bertiaux. Didier Gosuin insiste sur l'adéquation entre le logement et la taille des familles. "Il y a 14.400 chambres vides dans le logement social parce qu'on n'encourage pas la mutation lorsque les familles changent. Nous disons aussi qu'il faut oser le bail à durée déterminée. Des personnes sont dans les logements sociaux alors qu'ils ont acquis des revenus qui leur permettraient d'aller sur le marché privé". Le PS, lors du premier gouvernement Picqué, s'était opposé à ce bail, rappelle Gosuin. Ils avaient en contrepartie créé l'allocation de solidarité qui, toujours selon les propos du bourgmestre d'Auderghem, n'a jamais été mise en œuvre.

Évelyne Huytebroeck : Mettons des sanctions locatives pour les logements inoccupés, propose la candidate Ecolo.

Après les logements vides, certains ont réagi sur les logements... trop remplis !

Charles Picqué se présente ainsi comme un grand adversaire des maisons de rapport. "Je veux une déclaration du nombre de logements pour voir les propriétaires qui surparcellisent. Outre l'exploitation des gens, cette pratique rend l'acquisition d'une maison impossible pour un ménage moyen. La parcellisation a un effet très néfaste sur la valeur vénale des maisons. Je veux donc que cette division d'espace des maisons fasse l'objet à tout le moins d'une notification, même sans demande de travaux, auprès de la commune".

Françoise Bertiaux : En phase avec la position du candidat socialiste, elle voit un autre désavantage à ce saucissonnage du bâti bruxellois : les familles nombreuses ne parviennent plus à trouver de logement avec un nombre de chambres conséquent. L'élue réformatrice en appelle aux pouvoirs locaux : "Les politiques communales doivent et peuvent limiter ce type de pratiques".

Bruxelles étouffe. C'est une évidence. Comme l'affirme de manière imagée Didier Gosuin, la ville est une bouteille et l'on tente de mettre trop d'eau, à savoir les voitures. La ville déborde de pollution et de bouchons.

Charles Picqué : L'intermodalité est au

SED cœur du discours de l'élu PS. Et de citer quelques travaux concrets que Bruxelles attend : l'extension du réseau vers le Nord-Est et le Nord-Ouest, vers Evere et Zaventem, l'extension en sous-sol de l'axe Nord-Sud de la STIB, la prolongation du pré-métro vers Schaerbeek, la desserte de Forest, ou encore la liaison métro Anneessens-Midi. Il en revient à l'importance de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. "Il faut concevoir des gabarits de voirie qui ne démantèlent pas le tissu de la ville. Ne pas sacrifier l'espace public pour la voiture. Le plus grand péril pour une ville, ce sont les espaces monofonctionnels : le quartier européen, Kinopolis, et autres centres à un seul usage. Il faut de la mixité de fonction et développer la vie de quartier. À Saint-Gilles, j'ai un accès facile aux commerces, aux marchés, aux écoles, à la vie culturelle, aux grands centres commerciaux". Charles Picqué en appelle également au renforcement des conventions mobilités-police : "Les transports en commun sont une priorité en matière de mobilité mais des voitures entravent par incivilités leur parcours. Placer des policiers à des endroits de conflits permettraient d'identifier et de mettre fin à ces pratiques". Picqué

parle aussi d'un fonds constitué par les contributions des deux Régions et du Fédéral. Ses objectifs : l'éducation, la sécurité et... la mobilité. Quoi qu'on en dise, des **politiques d'investissement** seront donc nécessaires si on veut se mouvoir de manière fluide dans le Bruxelles de demain.

André du Bus : Le CDH, lui, ose franchir un pas considérable : ce sera la gratuité des transports en commun pour tous ! La salle réagit. La couverture des frais par les recettes étant environ de 45%, cette mesure privera la STIB de la moitié des recettes alors que la société est actuellement dans l'impossibilité de prendre plus de voyageurs en charge à budget égal. Le candidat CDH persiste : l'approche de la gratuité rentrera dans le cadre du refinancement de Bruxelles.

Didier Gosuin : Mobilité en transports en commun encore et toujours avec le MR. "On ne fera pas l'économie d'augmenter les transports en commun à vitesse urbaine en site propre. Il faut aussi penser les transports ville-périphérie si on veut que les travailleurs bruxellois puissent s'y rendre facilement. Et enfin, une liaison Uccle-Schaerbeek pour le métro qui reste un ouvrage indispensable. Il faut un métro. Je sais que cela nous différencie de certains", ajoute-t-il, visant Ecolo.

Évelyne Huytebroeck : Ce n'est évidemment pas elle qui contredira le candidat MR. Sans surprise, elle ne fait guère de cadeaux à la voiture. Même les propres ? "Celles qu'annonce la Febiac (ndlr : la Fédération belge de l'industrie de l'automobile et du cycle) ? Cela ne résoudra pas le problème de congestion en ville". Elle note tout de même que le secteur de l'entreprise n'est pas indifférent à cette situation puisque le plan de déplacement des entreprises concerne à présent les sociétés avec 100 (au lieu de 200) personnes, ce qu'elle estime "une belle conscientisation" de la part de ce secteur. Que faire cependant face au flux automobile ? "Nous proposons des réponses multiples. Les transports en

commun sont à développer, tout comme le feu prioritaire, les sites propres. Encourager le tram quand c'est possible, moins cher que le métro. Et en revoir aussi la fréquence pour atteindre toutes les cinq minutes annoncées." Une fréquence reprise en cœur par les quatre partis. Mais elle rajoute : "On a évolué, on n'est pas anti-métro, mais pas n'importe où et pas n'importe comment. Par exemple, le métro est à développer pendant le week-end et en soirée."

RER

Arrive le Monstre du Loch Ness de la mobilité. Le RER. Leitmotiv de tout Bruxellois : il doit garantir une desserte et renforcer l'intra-bruxellois. Tous reconnaissent dans ce dossier les relations difficiles avec la SNCB. Didier Gosuin déplore l'échec collectif de Bruxelles face aux deux autres Régions.

Charles Picqué veut pousser la SCNB pour que le RER desserve des déplacements intra-bruxellois. Mais encore faudra-t-il que les citoyens grimpent dans ce transport.

Il se montre plus circonspect par rapport à l'idée du péage. "Il risque d'y avoir une compétition entre les Régions. Je me méfie de toute diabolisation excessive, mais il est évident que la voiture change le rapport à la ville. Il y a des conceptions de la ville non asservie à la voiture, à sa demande élastique et infinie qui réduit la qualité de vie et envoie les gens toujours plus loin des centres urbains". Comment réduire drastiquement la présence de la voiture, alors ? "Je crois qu'il faudra franchir un degré de souffrance plus élevé dans la ville pour bloquer la voiture".

"Souffrir encore plus" souffle-t-on dans l'assistance...

André du Bus : Même point de vue pour le CDH qui partage également la vision du péage urbain défendue par Ecolo. "Le péage urbain est en débat en interne, reconnaît André du Bus, mais il y a un accord sur une fiscalité intelligente, liée à la pollution, au kilomètre, au nombre de passagers". (Une mesure également pensée par Ecolo). Le parti humaniste promet aussi sa formule ProxiJob, qui serait la réduction des voitures de société par des primes qui reprennent l'avantage et le transforment en aide au logement, pour autant que la personne habite à proximité de son lieu de travail.

Didier Gosuin en appelle à une politique intégrée entre les réseaux RER, STIB et SNCB, avec sans doute l'utilisation dans Bruxelles de nouvelles gares. Pour inciter à l'utilisation du RER, il parle d'un réaménagement des entrées de la ville, comme cela se fait en Suisse ou en Allemagne. Le *Conforto* est aussi une solution avec une bande de bus réservée. Réduire les accès de la ville, jusqu'à les faire payer ?

Françoise Bertiaux rappelle les très nombreuses distances courtes parcourues à Bruxelles. "Ne peut-on pas privilégier les trajets à pied ? Les marquages de passage pour piétons doivent être entretenus systématiquement, des éclairages spécifiques doivent aussi être affectés aux passages pour piétons". André Dubus complète : "Augmenter

les pistes cyclables avec un vrai maillage, réinsérer l'accès aux lieux bruxellois pour y arriver à pied. Il faut aussi travailler aux représentations mentales des distances, le choix de la voiture doit être un choix raisonné. Le dernier choix".

Évelyne Huytebroeck évoque un RER "anti-bruxellois". L'élue Ecolo voudrait des fréquences de train plus importantes.

Si moins de voitures passent d'abord par l'aménagement urbain pour Ecolo, "le péage urbain n'est cependant pas tabou", affirme la candidate, évoquant un péage (également pour les Bruxellois) dans la zone du Pentagone. Ecolo favorise aussi la création d'une zone de basse émission, à savoir limiter les entrées aux voitures moins polluantes. "Par ailleurs, nous travaillons sur le remplacement de la taxe de circulation par une redevance qui intégrerait les kilomètres parcourus, les lieux et la pollution".

Reste à chacun à y mettre du sien et à enfourcher son vélo ou lacer ses chaussures de marche.

RÉUSSIR À L'ÉCOLE Les enquêtes PISA comme les acteurs de terrain le disent, notre enseignement est à l'agonie, gangrené par une dualisation et une marchandisation de plus en plus forte. Face aux besoins d'en faire toujours plus pour réussir, certains parents hyperinvestissent leurs enfants, les placent dans les écoles d'élite ou/et offrent des cours particuliers. Au bout du compte, l'école, plutôt que de réduire les inégalités sociales, en crée. Inacceptable. Mais comment la changer ?

André du Bus : Interpellé par le chiffre de 40% des professeurs quittant l'enseignement dans les cinq premières années de pratique, il identifie deux priorités d'actions : réinvestir l'accompagnement des enseignants. Et allonger la formation à 5 ans.

Françoise Bertiaux se prononce pour les cinq ans, mais "dans un deuxième temps. Le problème est que la formation initiale de trois ans ne marche pas. Les jeunes ne se sentent pas outillés pour affronter des classes. Ajouter deux ans à trois qui ne fonctionnent déjà pas n'a pas de sens. Il faut d'abord trouver un consensus pour renforcer la formation initiale. Quand le socle sera renforcé, il sera possible de pousser une spécialité comme les troubles d'apprentissage, les enfants à haut potentiel, ou d'autres". **Didier Gosuin**, son coéquipier, va plus loin, parlant d'une "gabegie qui est de laisser partir des professeurs dégoûtés à 55 ans. Pourquoi ne pourraient-ils pas devenir des mentors accompagnant le jeune enseignant tout en leur permettant une fin de carrière plus légère ?" Et Françoise Bertiaux s'empresse de préciser que le MR ne s'oppose cependant pas aux préretraites...

Évelyne Huytebroeck : L'élue Ecolo ne se prononce pas sur les cinq ans, mais elle plaide aussi pour une revalorisation du statut des enseignants. Elle défend également l'accompagnement des instituteurs, jeunes et âgés. "Nombreux jeunes professeurs se retrouvent devant des ados pas faciles, tandis qu'il

faut aussi prendre en compte la pénibilité en fonction de l'aide à la fin d'une carrière pleine".

Remédiation

Charles Picqué : Constatant que la remédiation est le reflet de notre échec scolaire, le candidat PS refuse de sortir les cahiers de la classe : "C'est à l'école que les choses doivent se gagner. Il faut généraliser les études dirigées, travailler aussi avec l'associatif, avoir une approche intégrée de l'école. Je suis favorable aux écoles des devoirs quand il n'y a pas d'autres possibilités".

André du Bus propose une formule de tutorat, un coaching pour renforcer toutes les logiques de remédiation, pour "identifier le décrochage et la prise en charge immédiate dans l'école". Et ce temps de remédiation doit être un temps scolaire. Il y a urgence !

Françoise Bertiaux partage cet avis : "Avant l'échec, il y a la difficulté qui apparaît et elle doit être prise en charge. C'est le cumul des difficultés qui engage

le processus de l'échec. Et il ne faut pas ajouter des heures à un élève qui a peut-être plus que d'autres besoin de souffler". Elle souligne qu'un système de remédiation avec un instituteur volant existe déjà dans les grosses écoles. Il pourrait être généralisé. "Le capital période acquis pour le primaire doit être consacré à une remédiation immédiate. Si le marché est payant, c'est parce qu'il y a là un besoin qui n'est pas rencontré." Pour autant, la députée MR n'exclut pas de maintenir les devoirs à domicile, "pour que l'enfant travaille à son propre rythme, sans la pression des cinquante minutes en classe".

Comment gagner la partie à l'école

Charles Picqué propose un Commissaire de la réforme de l'éducation. Pourquoi ? "L'éducation est le grand chantier sociétal d'aujourd'hui. Et mener un grand chantier suppose qu'on fasse abstraction de deux contraintes : les délais électoraux et autres dates butoirs ainsi que les considérations politiques et philosophiques. Ce Commissaire prendrait son temps, écouterait, expliquerait. Si un destin commun doit exister entre francophones, il doit être bâti autour de l'éducation."

Autre piste pour réussir face à l'échec : "Des politiques de discriminations positives. Cela donne de la noblesse à l'action publique, entraîne la redistribution. Avec le financement des écoles en difficultés, il faut d'abord introduire le décret différencié en espérant que la fracture scolaire se réduira. Il faut se battre là où l'échec sévit. L'apport de 62 millions d'euros donnera un meilleur encadrement".

André du Bus : En termes de dévalorisation, les écoles techniques et professionnelles se résument de plus en plus à des écoles de relégation, une usine à échecs. Le député est choqué de ce mépris pour le manuel alors que, selon lui, nous avions, il y a quarante ans, les meilleures formations d'Europe. Cet ancien menuisier et kiné parle avec conviction d'"une connivence, une harmonie avec l'individu. Le travail avec son corps, à son rythme, c'est un élément de bien-être méconnu." Pour lui, il y a une responsabilité collective dans l'imaginaire sur les métiers. Pas question

non plus d'une énième réforme qui chamboule tout." L'école est traumatisée, constate André du Bus. Il faut recréer de la confiance, travailler avec chacun des acteurs sur les constats et les réflexions à mener. Et il faut associer les parents." André du Bus va-t-il plus loin ? Fusion des réseaux du non libre, par exemple ? Pourquoi pas. "Pour le reste, le réseau libre est le moins cher et la solution du malaise ne passe pas par la fusion". Par contre, "des parents dans l'officiel commencent à demander que le pouvoir organisateur ne soit plus la Communauté française en tant que tel, mais un pouvoir accessible". Et le candidat humaniste y serait favorable.

Françoise Bertiaux souligne aussi les apports du décret différencié évoqué par Picqué, parce qu'il permet plus d'autonomie aux écoles. "C'est un plus car les directeurs sont les mieux placés pour affecter les moyens là où ils seront les plus efficaces. Mais nous demandons que la mesure soit portée par l'élève et non l'école, sinon la mesure va encourager les écoles-ghettos. Si l'enfant est porteur, il va devenir attractif pour l'école qui l'accueille." Pas de révolution pédagogique, mais de lourdes modifications dans l'organisation pour son collègue, **Didier Gosuin**. "C'est au politique de montrer l'exemple. Six ministres s'occupent de l'enseignement : cela représente un éclatement incroyable autour de l'école. Nous avons une responsabilité politique et le MR dit que l'appareil institutionnel doit être revu. Le volet politique doit recentrer le fonctionnement et l'organisation. Par rapport à l'argent, il faut rationaliser dans le réseau officiel. La Communauté française doit repenser la charge administrative des écoles. Si cela ne tenait qu'à moi, j'irais d'ailleurs plus loin..."

Évelyne Huytebroeck : Elle aussi irait bien plus loin. La ministre, qui a un enfant dans les cours d'Horeca, fait elle aussi appel à son expérience personnelle pour porter un regard sur le milieu scolaire professionnel. "Il faudrait peut-être un tronc commun jusque 13-14 ans parce que peu de parents sont disposés à envoyer leurs enfants de 12 ans en technique et en professionnel. Mais on a besoin d'horticulteurs, de chauffagistes, de personnel dans l'Horeca, d'infirmières, de travailleurs sociaux. Qui montre tout ce qui se fait de positif dans le professionnel ? Il faut aller voir ce que les gens réalisent là-bas !"

ANGER À L'ÉCOLE Appelée enfin à se prononcer sur la longueur des vacances et l'alimentation à l'école, Évelyne Huytebroeck acquiesce sur les deux mois de vacances trop longs qui laissent l'enfant en risque de décrochage encore un peu plus seul. Charles Picqué, lui, n'est pas convaincu et préfère mettre l'accent sur des offres extra-scolaires accessibles pour les enfants.

André du Bus : Le temps de midi serait un temps scolaire. Sur la même longueur d'ondes que la candidate Ecolo, il affirme que le politique et l'école doivent répondre ensemble à des exigences en termes de

BIEN M nutrition de qualité. Rappelant que l'obésité est le problème de santé publique numéro un en Belgique, il prône le "0-5-30" pour zéro assuétude, cinq fruits ou légumes et trente minutes de sport... par jour.

Évelyne Huytebroeck : Quant à l'alimentation, l'élue Ecolo est favorable à l'imposition d'un cahier des charges reprenant ses décisions, en démontrant par ailleurs leur utilité. Le temps de midi serait, pour elle aussi, un temps scolaire. "Cela fait trois ans qu'on travaille sur l'alimentation durable par incitation", continue la ministre sortante. Et pour les fontaines à eau ? "La majorité des écoles travaillent déjà sur ce point".

PLUS DE DÉMOCRATIE Denis Lambert, Directeur de la Ligue des familles, juxtapose deux constats. Primo, la Communauté Wallonie-Bruxelles engloutit 87 % de son budget dans l'enseignement, autant dire qu'il ne reste que des miettes pour les autres matières. Par ailleurs, pour ouvrir une crèche en Wallonie-Bruxelles, pas moins de... onze ministres interviennent dans le processus (bâtiment, emploi, petite enfance, etc.). Entre Communauté et Région, ne faudrait-il pas mieux coordonner pour moins dépenser ?

Charles Picqué : "La petite enfance et la crèche sont très liées à la politique de proximité, la prévention, l'accompagnement des familles au niveau local. Donc, je me demande si on ne rentre pas dans une régionalisation de fait des politiques

d'infrastructures et de petite enfance. Est-ce un tabou de dire : plus de pouvoir aux régions en ces matières ? Je ne le crois pas". Concernant l'état de la Cocof, Charles Picqué confirme l'urgence : "Concernant les comptes de la Communauté à Bruxelles, on est face à des défis immenses : le problème est à la fois présent et futur, compte tenu de l'augmentation démographique. Quand la Flandre connaît un problème à Anvers, elle peut jouer avec des transferts internes de Knokke ou d'ailleurs. Nous, avec des transferts de Woluwe vers Saint-Josse, nous avons moins de possibilités... Les rentrées communautaires, c'est le problème au cœur de Bruxelles."

André du Bus réclame pour la législature suivante "un pilotage francophone intégré". Le CDH veut, pour y parvenir, un gouvernement de la Communauté constitué uniquement de ministres wallons et bruxellois. Une telle mesure rationalisera les réflexions. Et le tout avec "un Ministre-Président bruxellois et un autre, wallon, qui fonctionneraient alternativement tout au long de la législature".

Didier Gosuin réagit très clairement. Certes, trois Régions, c'est le modèle institutionnel le plus simple à ses yeux, mais le poids de l'histoire et de la Constitution étant ce qu'il est, il vaut mieux faire travailler correctement l'outil et faire des choix. "Nous ne manquons pas de

moyens, mais il y a une mauvaise répartition de ces moyens. Il est illusoire de penser trouver de l'argent au Fédéral. Cessons ce poujadisme. Il faut surtout une évaluation du politique sur ce qu'il a mis en place. Nous avons l'obligation de reprendre notre appareil de fonctionnement."

Évelyne Huytebroeck enfonce le même clou. Certes, il y a un éclatement, mais il y a un fan-

tasme de la simplification, imaginant qu'en régionalisant, tout ira mieux. La volonté de travailler ensemble est plus importante. "Et quand il y a une collaboration intelligente, ça marche." La candidate Ecolo ne refuse cependant pas les réformes. Premièrement, mettre les compétences de la Cocof dans le giron bruxellois. Le tourisme, les affaires sociales, les personnes handicapées, la formation professionnelle passeraient à la Région. Des ponts doivent donc être jetés. C'est une certitude. Mais la ministre sortante tire ailleurs la sonnette d'alarme pour Bruxelles. Sur la situation précaire de la Cocof. "En tant que ministre du budget de la Cocof, je peux vous assurer qu'il faut, avant tout, refinancer cette institution, sinon nous allons droit dans le mur".

LEURS PRIORITÉS Petit exercice proposé aux politiques pour clore l'entretien : "Vous avez une baguette magique pour réaliser un vœu... Quel est-il ?"

Charles Picqué : "Je prends les problèmes en amont, où se trouve l'enjeu des jeunes et de l'enfance. Et, en plus de cela, s'ajoute spécifiquement pour Bruxelles le défi démographique. Donc, avec ma baguette, je ferais en sorte que les jeunes se trouvent dans des espaces collectifs et publics - l'école, les crèches, l'associatif - qui peuvent remédier aux inégalités sociales nées du statut des familles. On pourra espérer plus d'autonomie des individus et plus d'harmonie sociale entre jeunes. Donc je donnerais des moyens pour le chantier sociétal qui est celui de l'éducation."

André du Bus : "Ce qui doit avancer dans la prochaine législature ? La situation des enseignants : leur accompagnement, c'est fondamental. Répondre aux besoins de stabilité des enseignants aujourd'hui. Si, dans cinq ans, on peut dire qu'ils se trouvent mieux dans leur fonction, cela veut dire que les jeunes seront mieux dans leur apprentissage, cela veut dire que les parents seront mieux, cela veut dire qu'on misé sur le futur. Mais pas de manière légère, il faut le penser avec eux."

Françoise Bertiaux : "Je pose cette baguette sur l'école pour qu'en ayant un travail approfondi sur la remédiation immédiate, quasi tous nos enfants aient le CEB (Certificat d'Études de Base) à 12 ans, en maîtrisant les savoirs nécessaires."

Didier Gosuin : "Comme cela est inscrit dans la Constitution finlandaise, je souhaite faire en sorte que les pouvoirs publics aient l'obligation de donner une qualification à chaque jeune qui sort du cycle scolaire. Et donc, ne plus tolérer qu'un jeune sorte sans qualification à la sortie de l'école, ce qui est le signe de l'échec d'une politique."

Évelyne Huytebroeck : "Je mettrais sur pied un plan d'isolation de toutes les maisons de Bruxelles. En travaillant beaucoup sur le bâti ancien. C'est une mesure environnementale, mais aussi sociale. Cela diminuera la facture énergétique et, aujourd'hui, c'est ce qui inquiète beaucoup de ménages fragilisés. Il s'agit également d'une mesure économique puisqu'elle créera des emplois, et des emplois bruxellois."

■ Propos recueillis
par Olivier Bailly

Comment ça s'est passé...

AMBIANCE

La Ligue des familles a accueilli quatre débats dans ses nouveaux locaux, aux murs recouverts de la nouvelle campagne du mouvement, celui de tous les parents. Les politiques sont venus, chacun à leur manière. Évelyne Huytebroeck était accompagnée de son "Monsieur Mobilité", silencieux et attentif. L'élue Ecolo invite qui elle veut, elle débarque un peu chez elle. Elle est membre à la section de la Ligue de Forest depuis vingt-et-un ans, l'âge de son fils. Elle a d'ailleurs offert à son chef de cabinet l'abonnement au **Ligeur** pour la naissance de son premier enfant.

Charles Picqué lui aussi s'est fait chaperonner, flanqué d'un vieil ami conseiller, silencieux et placé parmi les bénévoles.

Didier Gosuin est arrivé en retard (mauvaise appréciation des embouteillages bruxellois) avec sa collègue Françoise Bertiaux, invitée de dernière minute. Enfin, Joëlle Milquet, toujours en crise, n'est pas venue et Catherine Fonck non plus. Mais cette dernière a faxé des informations à André du Bus, qui s'est donc présenté seul, ayant reçu nos questions deux heures avant la rencontre.

Bonne humeur

En face d'eux, un public, essentiellement féminin, de bénévoles. À croire que les hommes n'ont pas de famille, à croire que ce sont toujours les femmes qui s'occupent des enfants dans notre société belge. À moins que les hommes aient définitivement délaissé le champ du combat citoyen. Combat ? Ces débats furent-ils donc si houleux ? Les politiques ont-ils affronté des Walkyries bruxelloises ?

Non, disposées en carré, les tables ont assisté à des discussions rondement menées, version salée ou sucrée. Les couques, la tarte, le fromage, le jus équitable, la soupe ou le vin étaient de sortie en fonction de l'heure de l'échange. Charles Picqué chique. André du Bus se délecte de deux tasses de soupe, Françoise Bertiaux opte pour thé et sucrerie, Évelyne Huytebroeck se lance dans un second petit déjeuner.

Sans doute une nourriture saine détend-t-elle l'humeur des âmes repues, mais ce fut une évidence : les débats furent agréables, animés par la bonhomie de Denis Lambert, Directeur général de la Ligue, clown provocateur de fonction (on dit "voiture", Denis, et non "bagnole" !). Les acteurs politiques ont donné leurs réponses et explications dans la bonne humeur. De nombreux sourires ou rires ont émaillé les prises de parole. Un exemple ?

"Pourquoi cette mesure sur seulement cinq ans ?" demande une dame dans la salle. Un temps d'arrêt de la personne interpellée. Une voix enchaîne dans le public : "Parce que c'est la durée de la législa-

ture". Rire garanti, et du politique aussi.

Les débats furent-ils condescendants ? Pas vraiment : les bénévoles ont été actifs. Martine et Édouard assaillent de questions sur le logement. Jacques, fin connaisseur des questions mobilité, ne lâche pas un iota de précision sur le prix du ticket de la STIB. Là, une intervention sur la durée des vacances. Et là, une autre sur la vie de quartier.

Le Service étude de la Ligue termine l'assaut avec l'enseignement, les votes qui eurent lieu la veille, le décret qui dédie le temps de midi au temps scolaire. Les questions fusent, rapides, nettes, étayées. Il fallait répondre, connaître tous ses dossiers.

Alors, conciliant le public ? Non, certainement pas. Courtois, mais exigeant. Avenue de Béco, on aime la précision des mots.

■ Olivier Bailly

Le mot de la rédaction

POINT DE VUE

Trois femmes et deux hommes sont venus expliquer leurs idées sur Bruxelles. Des pointures de leur parti respectif. Et qu'a-t-on découvert ? Des populistes ? Des incompetents notoires ?

Rien de tout cela. Chacun a défendu son Bruxelles, tantôt visionnaire, tantôt pragmatique. C'est certain, ces hommes et femmes s'impliquent dans leur profession de foi. Ils se battent pour ce qu'ils jugent bon et méritent notre respect. C'est malheureux mais, par les temps qui courent, ce seul constat est déjà rassurant.

Pourquoi, alors que nous sommes en de bonnes mains, sortons-nous avec ce découragement qui pointe dans la gorge ?

D'abord parce que les politiques dressent à raison un tableau catastrophique tant en logement qu'en mobilité ou en enseignement : "Inacceptable !" ont-ils scandé. Ils ont raison. Ensuite parce qu'arrivé le temps des solutions, les épaules s'alourdissent. Les rouages institutionnels de la Belgique, les calculs, marchandages et tensions politiques grippent les meilleurs projets. Ainsi, minée par des relations houleuses avec la SNCB et l'absence de décision sur une taxation kilométrique, la mobilité bruxelloise attend sa solution incantatoire, le RER. Une solution qui, si tout va bien, pointera le bout de son rail dans sept à huit ans. En attendant, on parle de l'importance de l'éclairage des passages pour piétons... Cette politique des petits pas trop lents est moins flagrante dans l'enseignement. À force de se faire taper sur les doigts par PISA et d'autres enquêtes

comparatives, les politiques proposent des solutions comme l'enseignement différencié, salué comme une réelle avancée par tous les acteurs du secteur. Après ? Une formation élargie à cinq ans ? "Je ne me prononce pas", "Oui, dans un deuxième temps". Ces réponses, sous-pesées, sont emplies de bon sens. Chaque décision est lente, discutée. Rediscutée.

Et tant pis pour les prises de risque ou les bonnes décisions qui fâchent. L'air du temps ne s'y prête pas, nous expliquera-t-on. Mais l'air du temps, on l'inspire, mais on l'expire aussi. Le souffle, on le crée. Le citoyen simplifie ? Le politique complique. Le public veut des décisions tranchées ? Le politique doit gérer, sous le regard inquisiteur de l'électeur permanent. Face aux innombrables obstacles tantôt psychologiques, tantôt idéologiques, on pourrait même se demander ce qui donne encore aux acteurs politiques l'envie, la force et le courage de se battre ?

Bruxelles réinventé

Las, aujourd'hui, l'écart de compréhension grandit tandis que les Bruxellois suffoquent sous le compromis. Les possibilités de blocages sont nombreuses. Dans la capitale de l'Europe, véritable nœud parmi les nœuds, la méthode du consensus à la belge vire souvent à la résistance insidieuse. Le choix d'une ville semble se perdre dans les innombrables acteurs qui participent à son destin. La faute à qui ? À la SNCB, au parti d'en face, aux citoyens, aux entreprises, au manque de concertation, aux politiques trop unidirectionnelles, aux politiques trop multidirectionnelles, au fédéral, aux Wallons et, bien sûr, aux Flamands. Au final, comme l'avancait Napoléon (certes, ce n'est pas le plus grand démocrate) : "Le crime collectif n'a pas de responsable." Il semble pourtant y avoir deux pistes possibles pour sortir des ornières politiques molles. La première est

l'option politique de la baguette magique, proposée à la fin des débats de la Ligue. Cette baguette, c'est soit obtenir une majorité absolue offerte par l'électeur, soit changer de système politique pour avoir un parti qui peut proposer sa vision, en tenant compte des sensibilités différentes, mais surtout en impulsant un réel choix de vie et de ville. La fin de l'éparpillement et du marchandage. Souhaitable ou non, il y a peu de chances que cette option voie le jour.

L'autre possibilité est applicable dès le 8 juin : une union nationale, ou à tout le moins régionale, pour sauver ce qui peut encore l'être. Aux politiques bruxellois et belges de lâcher leurs certitudes et de reprendre leurs responsabilités. Les vraies. Pas celles des passages pour piétons, celle du passage vers un Bruxelles réinventé.

■ O. B.